19 janvier 2023

Cour de cassation

Pourvoi n° 22-12.104

Première présidence (Ordonnance)

ECLI:FR:CCASS:2023:OR90090

Texte de la décision

Motivation

COUR DE CASSATION
Première présidence

OSans

Pourvoi n° : M 22-12.104
Demandeur : la société Montemeao Componentes Aiuo
Défendeur : la société Master Industrie et autre
Requête n° : 807/22
Ordonnance n° : 90090 du 19 janvier 2023

ORDONNANCE

ENTRE :

la société Master Industrie, ayant la SCP Didier et Pinet pour avocat à la Cour de cassation,

ET :

la société Montemeao Componentes Aiuo, ayant la SARL Ortscheidt pour avocat à la Cour de cassation,

Dans une instance concernant en outre :

la société CLP, ayant la SCP Foussard et Froger pour avocat à la Cour de cassation,

Fabienne Renault-Malignac, conseiller délégué par le premier président de la Cour de cassation, assistée de Océane Gratian, greffier lors des débats du 15 décembre 2022, a rendu l'ordonnance suivante :

Vu la requête du 5 juillet 2022 par laquelle la société Master Industrie demande, par application de l'article 1009-1 du code de procédure civile, la radiation du pourvoi enregistré sous le numéro M 22-12.104 et formé le 15 février 2022 par la société Montemeao Componentes Aiuo à l'encontre de l'arrêt rendu le 9 décembre 2021 par la cour d'appel de Paris ;

Vu l'avis de Marie-Hélène Guilguet-Pauthé, avocat général, recueilli lors des débats ;

Vu l'ordonnance du 20 octobre 2022 constatant la déchéance du pourvoi enregistré sous le numéro M 22-12.104 ;

La déchéance privant d'objet la requête en radiation, celle-ci doit être rejetée.

Dispositif

EN CONSÉQUENCE :

La requête en radiation est rejetée.

Fait à Paris, le 19 janvier 2023

Le greffier,
Le conseiller délégué,

Océane Gratian
Fabienne Renault-Malignac

Décision **attaquée**

Cour d'appel de paris
9 décembre 2021 (n°18/23143)

Textes appliqués

Article l'ordonnance du 20 octobre 2022 constatant la decheance du pourvoi enregistre sous le numero M 22-12.104.

Article 1009-1 du code de procedure civile, la radiation du pourvoi enregistre sous le numero M22-12.104 et forme le 15 fevrier 2022 par la societe Montemeao Componentes Aiuo a l'encontre de l'arret rendu le 9 decembre 2021 par la cour d'appel de Paris.

Les dates clés

- Cour de cassation Première présidence (Ordonnance) 19-01-2023
- Cour d'appel de Paris 09-12-2021